

**Commission** : Sommet UE-UA

**Problématique** : Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable?

**Auteur** : Pays-Bas

Les Pays-Bas se situent en Europe, sur la mer du Nord et ont comme pays voisins l'Allemagne à l'Est, et la Belgique et la France, au Sud. Notre pays est une monarchie constitutionnelle à régime parlementaire dont le Chef d'État est le Roi Guillaume-Alexandre depuis 2013 et elle est dirigée par le premier ministre Mark Rutte depuis le 14 octobre 2010. Le Royaume des Pays-Bas est également membre des 6 fondateurs de l'Union Européenne, et accueille de grandes institutions et infrastructures telles que le 1er hub européen avec le port de Rotterdam ainsi que le siège de la Cour internationale de justice de l'ONU présente à la Haye.

Au sein de l'Union Européenne, les Pays-Bas sont plutôt favorables à des frontières fortes dans le but d'obtenir une Europe principalement ouverte dans le domaine de l'économie, la santé et la sécurité. En outre, la politique étrangère des Pays-Bas est attachée au multilatéralisme et s'intéresse aux relations d'entraide mutuelle avec les pays en développement, comme ceux qui composent en partie l'Union Africaine. La délégation des Pays-Bas aimerait acquérir plusieurs objectifs avec ces pays parmi lesquels figurent l'élimination de l'extrême pauvreté, une croissance économique durable profitant aussi aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables. Enfin, elle désire la réussite des entreprises néerlandaises à l'étranger. Ainsi, dans le cadre du sommet Union Européenne - Union Africaine, les Pays-Bas partagent leur point de vue sur une redynamisation des relations entre les pays de l'Union Européenne ainsi que ceux de l'Union Africaine.

Premièrement sur le plan de la santé, le pays soutient les partenaires africains dans la réponse au COVID, notamment par des dons de vaccins et un soutien à la relance économique. De plus, la ministre du commerce extérieur et de la coopération au développement a souligné l'impact du COVID-19 sur l'égalité des sexes et la santé sexuelle et reproductive. C'est pourquoi les Pays-Bas font activement pression pour obtenir une référence à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (Sexual and Reproductive Health and Right Services - SRHR), qui recouvre la grossesse saine et désirée, la sécurité de l'accouchement et le libre choix de partenaire. Notre pays souhaite donc inclure l'initiative Team Europe SRHR dans le paquet d'investissement.

Deuxièmement, sur le plan économique, notre pays s'engage dans la promotion de l'emploi, de l'investissement et de l'esprit d'entreprise sur le continent africain. Les Pays-Bas expriment donc leur volonté de donner une forte impulsion à l'intégration économique régionale et continentale, notamment par le biais de la zone de libre-échange continentale africaine. Le pays participe activement à l'initiative Team Europe, qui se concentre sur la poursuite du développement de la zone de libre-échange continentale africaine. De plus, le Premier ministre a indiqué que le développement démographique de l'Afrique exige que les jeunes aient la possibilité de réaliser leur potentiel et qu'il est nécessaire de travailler avec eux en tant que leaders et partenaires.

Par ailleurs, les Pays-Bas s'engagent fermement dans la lutte contre les flux financiers illicites (FFI). Dans un rapport publié en septembre 2020, l'Afrique perd chaque année environ 88,6 milliards de dollars américains en raison de la fuite illicite de capitaux. Cela signifie que des millions de personnes auraient pu être sorties de la pauvreté, un nombre énorme d'emplois qui auraient pu être créés pour la population jeune, des milliers d'hôpitaux et d'écoles qui auraient pu être construits. C'est pourquoi notre pays s'engage à coopérer pour développer et consolider la capacité stratégique dans la lutte contre différents types de FFI.

Passons à présent sur les plans sociaux et environnementaux. Sur le plan social, les Pays-Bas s'engagent à protéger et à promouvoir les droits de l'Homme. Par exemple, à travers le Programme des Droits Humains, l'Ambassade des Pays-Bas à Dakar soutient des projets qui contribuent à cette protection des droits humains dans les pays tels que le Sénégal et la Gambie. En outre, Mark Rutte considère qu'il est indispensable d'investir dans l'éducation et l'emploi, en mettant l'accent sur l'éducation des filles. Ainsi notre pays fait pression afin d'avoir une attention générale à la jeunesse, à l'éducation ainsi qu'à l'emploi.

De plus, sur le plan environnemental, à travers le Programme Micro-Projets, l'Ambassade des Pays-Bas à Dakar soutient en priorité des activités dans le thématique "Sensibilisation sur la lutte contre les changements climatiques" dans le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, le Cabo Verde et la Mauritanie là où le changement climatique a un impact considérable.

Ensuite, dans le domaine de la paix et de la sécurité, les pays-bas désirent obtenir une attention générale à des paragraphes équilibrés sur la migration et la paix et la sécurité. Notre pays aimerait renouveler et renforcer la coopération avec l'Union Africaine, sur la base du principe des "solutions africaines aux problèmes africains", notamment en s'attaquant à l'instabilité, à la radicalisation, à l'extrémisme violent et au terrorisme. Ainsi le Royaume des Pays-Bas joue un rôle actif dans la prévention des conflits armés, en contribuant à des opérations de maintien de la paix et à la lutte contre le terrorisme, en participant par exemple à la coalition internationale contre Daech.

Dans le domaine de la migration et de la mobilité, le premier ministre souligne l'importance de larges partenariats migratoires portant sur la migration irrégulière, ses causes profondes, la protection et l'asile, la traite et le trafic d'êtres humains, le retour et la migration légale. De plus, la facilitation des canaux de migration légale entre l'Europe et l'Afrique, mais aussi au sein de l'Afrique, a été identifiée comme une opportunité de stimuler le développement économique en Afrique. En outre, notre pays est un des membres de l'Union européenne à accueillir le plus grand nombre de migrants. Par ailleurs le ministère de la Justice confirme qu'un certain nombre de migrants et de réfugiés ont choisi de regagner leur pays après avoir été informés du mode vie aux Pays-Bas. Le royaume des Pays-Bas examine les facultés d'intégration dans la société néerlandaise des réfugiés, mais aussi leurs comportements extrémistes pouvant mettre en danger la sécurité nationale et démasquer d'éventuels criminels de guerre.

Ainsi, par l'intermédiaire de cette coopération entre l'UE et l'UA, la délégation des Pays-Bas souhaite contribuer à renforcer les liens avec les gouvernements des ces pays qui puissent ensuite garantir la stabilité, les droits, les possibilités de tous de pouvoir accéder à l'indépendance financière et s'épanouir, ainsi qu'à protéger leur population. Les Pays-Bas précisent que cette coopération doit être basée sur une vision bilatérale et non unilatérale. Finalement la délégation des Pays-Bas, précise qu'elle mettra davantage l'accent sur des thèmes tels que l'investissement et l'emploi, le climat, la migration et la mobilité, ainsi que la sécurité et la lutte contre le terrorisme.